

A quoi sert un Comité d'éthique ?

Préambule

Aujourd'hui, vivre en société pose de nouveaux défis et l'exercice de la mission sécuritaire dévolu à la police s'est largement complexifié. En effet, les repères moraux qui définissaient auparavant le « bien agir » sont confrontés à de nouveaux paramètres, culturels et normatifs, très différents de ceux qui ont prévalu jusqu'à ces dernières années. Ainsi, la modification de notre société démocratique occidentale, durant ces cinquante dernières années, a fait émerger de nombreuses difficultés et questionnements sur le « vivre ensemble ». Devant ces sources d'incertitudes, les questions de sécurité publique sont devenues un enjeu de société et occupent une place prépondérante dans l'opinion publique, politique et médiatique.

Dans un tel contexte, la police, placée entre les attentes d'une population qui revendique de plus en plus de droits individuels et les directives du pouvoir législatif et ceux du judiciaire (qui se manifestent notamment par une tendance à l'augmentation des normes), avec des possibilités budgétaires étatiques limitées, est fréquemment confrontée à des situations problématiques complexes, voire paradoxales.

Ainsi, pour le Corps de police de Lausanne, au contact quotidien avec la population et avec chacune des strates sociales, le développement de pratiques soucieuses de l'éthique est un enjeu capital en vue d'améliorer, en finalité, la qualité des prestations offertes à la population. Dès lors, devant l'importance de certaines décisions et orientations à venir, il s'avère nécessaire de prévoir un comité œuvrant dans un cadre le plus proche possible du Corps de police, de ses professionnels et de la population. C'est à ce niveau que des réflexions doivent être menées et que l'évaluation éthique peut faire évoluer les pratiques établies, à quelque échelon que ce soit, en tenant compte des différentes données et en distinguant au mieux ce qui est faisable et ce qui est souhaitable.

Vu ce qui précède, sur proposition de la Municipalité, le Conseil communal a adopté, en séance du 26 novembre 2002, le préavis n° 2002/40, document faisant état du nouveau concept éthique dévolu au Corps de police de Lausanne. Par cette décision, il a également reconnu et validé la création d'un Comité d'éthique pour le Corps de police de la ville de Lausanne.

Le Comité d'éthique est un organe autonome mis à disposition du Corps de police de Lausanne par la Municipalité de Lausanne. Ce Comité d'éthique délibère de manière indépendante. Il émet des avis consultatifs.

Son Champ d'application

Le Comité d'éthique est habilité à recevoir toutes les problématiques de dimension éthiques qui concernent le Corps de police de Lausanne et la pratique sécuritaire lausannoise.

Il ne traite pas des cas individualisés et n'est pas une instance d'appel en déontologie policière (qui examine les doléances des citoyens à l'encontre des policiers et se positionne directement sur les actes métiers des professionnels du Corps de police).

Par conséquent, les récriminations liées aux actions des professionnels du Corps de police (policiers et assistants de police) sont à porter à la connaissance de :

- La justice pénale (Juge d'instruction) s'il s'agit d'infraction pénale
- Et/ou à Monsieur le Commandant de police

Ses missions

Le Comité d'éthique est un organe consultatif, autonome à l'égard des instances politiques, judiciaires, administratives et de gestion. Il a une mission d'aide et de conseil.

Il a notamment les attributions suivantes :

- a) Il est le gardien de la charte des valeurs du Corps de police
- b) Il veille à entretenir et développer son pouvoir d'éclaircissement dans l'interprétation appréciative des pratiques concrètes quotidiennes du Corps de police de Lausanne et de ses membres
- c) Il constitue un espace de dialogue et d'un véritable lieu d'échanges critiques favorisant :
 - L'étude des questions éthiques en lien avec les pratiques concrètes quotidiennes actuelles du Corps de police de Lausanne et de ses membres.
 - Une réflexion de fond sur les tendances qui se dessinent au fil des aides à la prise de décision faites par le Délégué à l'éthique ou tout autre collaborateur habilité.
 - L'étude anticipée des questions d'éthique, dont on peut pressentir qu'elles émergeront des nouvelles tendances sociales en ce qui concerne la sécurité publique.
 - Le mûrissement de lignes de conduite à proposer aux autorités compétentes.
- d) Il constitue un espace de formation et de recherche de pointe en matière d'éthique pour la direction et les collaborateurs du Corps de police de Lausanne, ainsi que ses membres spécifiquement formés en éthique de la sécurité publique, notamment par l'organisation périodique de journées d'étude et de formation consacrées à des thèmes d'éthique de la sécurité publique.

Saisine & Composition du Comité d'éthique

Qualité pour saisir le Comité d'éthique

Le Comité peut être saisi par :

- la Municipalité ;
- la Direction de la sécurité publique et des sports ;
- le Commandant du Corps de police ;
- la commission préposée à la déontologie du Corps de police ;
- un membre du Comité d'éthique ;
- tout groupement, instance ou association formellement constitués et justifiant d'un intérêt légitime ;

Liste des membres du Comité d'éthique

Président	Prof. (vacant)	
Secrétaire général	Officier éthicien Patrice BOILLAT	Délégué à l'éthique / Corps de Police de Lausanne
Membres externes	Mme Martine BOVAY	Psychopédagogue et maîtresse secondaire
	M. Claude BOVAY	Professeur & éthicien/HES-SO
	M. Georges-André CARREL	Ancien Directeur du Service des sports / UNIL
Membres du Corps de police	Mme Katy FRANCOIS	Resp. Projet & Formatrice / OSAR
	Mme Stéphanie MEYLAN	Psychologue
	Lt Patrick STOLL	Police-Secours / chef de section
	Mme Nathalie MICHEL	Secrétariat
	Mme Sarah LESTON	Secrétariat

A l'exclusion du délégué à l'éthique dont le mandat est permanent en tant que Secrétaire général, les membres ont été nommés le 11 mai 2011 par la Municipalité, sur proposition de la Direction de la sécurité publique et des sports, pour la durée de la législature (2011-2016). Leur mandat est renouvelable.

Adresse

Comité d'éthique du Corps de police de Lausanne

A son président : Rue St-Martin 33, CP 5354, 1002 Lausanne

Statuts du Comité d'éthique du Corps de police de Lausanne

Adoptés le 2 avril 2008 par la Municipalité

CHAPITRE I Dispositions générales

Rôle **Article 1.** – Le Comité d'éthique (ci-après : le comité) est un organe autonome mis à la disposition du Corps de police de Lausanne (ci-après : le corps de police) par la Municipalité. Il a pour mission d'examiner et de discuter des problématiques de dimension éthique qui peuvent se rencontrer au corps de police.

Avis **Art. 2.** – Le comité émet des avis consultatifs, dépourvus de toute force contraignante. Il intervient de sa propre initiative ou à la demande de ceux qui ont qualité pour le saisir.
Le comité est particulièrement libre de définir les thèmes qu'il étudie, les formations qu'il propose, ainsi que les recherches qu'il mène.

CHAPITRE II Comité d'éthique

Composition **Art. 3.** – Le comité est composé des membres suivants :

- un éthicien indépendant ayant une formation universitaire reconnue, qui le préside et dirige ses travaux ;
- le délégué à l'éthique, qui supplée le président en son absence ;
- trois membres du corps de police, dont un a suivi une formation de catalyseur en éthique de la sécurité publique ;
- quatre représentants de la société civile ayant si possible des compétences particulières en éthique et/ou particulièrement sensibles aux missions du corps de police.

A l'exclusion du délégué à l'éthique dont le mandat est permanent, les membres sont nommés par la Municipalité, sur proposition de la Direction de la sécurité publique et des sports, pour la durée de la législature. Leur mandat est renouvelable.

Disponibilité **Art. 4.** – Les membres du comité disposent du temps nécessaire pour accomplir leur tâche.

Moyens **Art. 5.** – Le secrétariat est assumé par le corps de police. Au besoin, des moyens extraordinaires (colloques, voyages d'étude, expertises, etc.) peuvent être sollicités auprès de la Municipalité, par l'intermédiaire du corps de police.

Indemnisation **Art. 6.** – Les membres du comité qui ne sont pas des collaborateurs du corps de police perçoivent une indemnité, dont les modalités sont définies par la Municipalité. Celle-ci détermine également les modalités de remboursement des frais supportés par tous les membres du comité.

Statut des membres **Art. 7.** – Les membres du comité siègent à titre personnel, sans instruction de tiers.
Si un membre est impliqué directement dans une situation examinée par le comité, il doit en informer immédiatement le président et demander selon les cas sa récusation.

Confidentialité **Art. 8.** – Les membres du comité, ainsi que toute personne appelée à participer aux travaux de celle-ci, sont soumis, selon leur statut, au secret de fonction et/ou à l’obligation absolue de discrétion par rapport à ce qu’ils apprennent et ce qui se dit dans le cadre du comité.

Cette obligation s’étend au-delà de la fin de leur mandat.

Démission **Art. 9.** – Les membres du comité peuvent démissionner en tout temps par lettre adressée au président, qui la transmet à la Municipalité pour ratification.

Exclusion **Art. 10.** – Le comité, par une décision prise à la majorité de ses membres, peut soumettre à la Municipalité l’exclusion de tout membre du comité qui aurait un comportement inapproprié, notamment au regard du devoir de confidentialité.

CHAPITRE III **Bureau du comité d’éthique**

Composition **Art. 11.** – Le Bureau du comité (ci-après le bureau) comprend :

- le président ;
- le délégué à l’éthique ;
- un membre du personnel du corps de police assurant le secrétariat.

Attributions **Art. 12.** – Le président est assisté dans ses tâches par les autres membres du bureau.

Les membres du bureau assurent la bonne marche du comité en assumant notamment les tâches suivantes :

- préparer les séances du comité ;
- garantir le suivi des activités entre les séances du comité ;
- rédiger les avis émis par le comité.

CHAPITRE IV **Procédure**

Qualité pour saisir le comité **Art. 13.** – Le comité peut être saisi par :

- la Municipalité ;
- la Direction de la sécurité publique et des sports ;
- le commandant du corps de police ;
- la commission préposée à la déontologie ;
- un membre du comité ;
- tout groupement, instance ou association formellement constitués et justifiant d’un intérêt légitime.

Forme **Art. 14.** – Le comité est saisi par une correspondance adressée à son président et comprenant généralement un exposé des faits, ainsi que tous les documents utiles à l’examen de la situation.

Objet	<p>Art. 15. – Le comité n'examine que les problématiques d'intérêt général qui peuvent parfois être révélées par des situations particulières.</p> <p>Sauf exception, il n'entre pas en matière sur les correspondances individuelles ou anonymes.</p> <p>Si le président estime que l'objet n'est pas du ressort du comité, il peut décider, d'entente avec le délégué à l'éthique, de ne pas s'en saisir. Il en fait rapport au comité. L'auteur de la correspondance en est averti par écrit.</p> <p>Si la situation portée à la connaissance du comité paraît susceptible d'avoir des suites judiciaires ou qu'elle ne lui est manifestement pas destinée, le président transmet immédiatement le dossier au commandant du corps de police.</p>
Pouvoir d'examen	<p>Art. 16. – Si des précisions doivent être demandées au corps de police ou à la Direction de la sécurité publique et des sports, le président adresse une demande écrite au commandant.</p> <p>Au besoin, les membres du bureau peuvent entendre, avec son accord, l'auteur de la correspondance ou toute autre personne dont le conseil peut être utile.</p>
CHAPITRE V	Fonctionnement
Convocation	<p>Art. 17. – Le comité se réunit sur convocation du président. La convocation contient l'ordre du jour. Sauf cas de force majeure, tous les membres du comité doivent assister aux séances.</p> <p>Le comité tient ses séances ordinaires cinq fois par année (tous les deux mois environ), si possible selon un calendrier établi au moins six mois à l'avance.</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, les membres du bureau peuvent décider de convoquer une séance extraordinaire.</p>
Consultation en urgence	<p>Art. 18. – Lorsque le président estime qu'une situation justifie une prise de position urgente, sans qu'il soit possible ou nécessaire de convoquer une séance extraordinaire du comité, les membres du bureau peuvent émettre un avis provisoire. Cet avis provisoire est soumis à l'examen du comité lors de sa prochaine séance ordinaire, pour éventuel avis complémentaire.</p>
Déroulement des séances	<p>Art. 19. – Les séances du comité se tiennent en principe dans les locaux du corps de police.</p> <p>Le président dirige les délibérations et vise le consensus. Le président accorde un soin particulier à la formulation des arguments soutenant les points de vue tant de la majorité que de l'éventuelle minorité.</p> <p>Les séances du comité ne sont pas publiques.</p>
Adoption des avis	<p>Art. 20. – Si le comité ne parvient pas à un consensus, un avis peut être adopté à la majorité des membres présents.</p> <p>En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.</p>
Communication des avis	<p>Art. 21. – Après avoir consulté le commandant de police et avec l'accord de la Direction de la sécurité publique et des sports, le comité peut communiquer ses avis, dans le respect de la sphère privée des personnes éventuellement concernées.</p>

- Réponse au tiers** **Art. 22.** – Lorsque le comité a été saisi par un tiers, ce dernier est renseigné sur les suites données. Si l’avis qu’il a suscité est rendu public, il en obtient d’office copie.
- Procès-verbal** **Art. 23.** – Toutes les séances du comité font l’objet d’un procès-verbal.
Le procès-verbal fait état des noms des personnes qui ont participé à la séance ou de leur absence. Il résume les délibérations et mentionne les propositions faites ainsi que les avis adoptés, assortis des principaux arguments qui le soutiennent. En cas d’avis majoritaire, les personnes minorisées peuvent formuler une position minoritaire et en demander la mention au procès-verbal.
Le procès-verbal est envoyé aux membres du comité, avec l’ordre du jour, en vue de son approbation lors de la prochaine séance.
- Archives** **Art. 24.** – Les procès-verbaux des réunions, les correspondances et toutes les autres archives sont confiés au délégué à l’éthique.
Sous réserve de ce qui est publié, les archives sont confidentielles.
- Rapport annuel** **Art. 25.** – Le comité établit chaque année un rapport d’activité à l’intention de la Municipalité. En concertation avec le président, la Direction de la sécurité publique et des sports et le commandant du corps de police décident de l’opportunité de le rendre public en tout ou en partie.
- Dissolution** **Art. 26.** – La décision de dissoudre le comité d’éthique relève de la compétence du Conseil communal.

Vous trouverez ci-dessous un lien qui vous dirige vers l’avis no 1 publié le 09.06.2010 :

Du « délit de faciès » à la « recherche ciblée » de personnes

[http://www2.lausanne.ch/Tools/GetLinkedDoc.asp?File=17676.pdf&Title=1er+avis+du+Comit
%E9+d'%E9thique+du+Corps+de+police+de+Lausanne](http://www2.lausanne.ch/Tools/GetLinkedDoc.asp?File=17676.pdf&Title=1er+avis+du+Comit%E9+d'%E9thique+du+Corps+de+police+de+Lausanne)